

Interview de Christophe Darbellay, chef du DEF



© Olivier Maire

Christophe Darbellay est à la tête du Département de l'économie et de la formation (DEF) depuis début mai 2017, aussi pour cette première interview dans *Résonances* et *Mitteilungsblatt* il semblait judicieux de se focaliser sur les impulsions générales qu'il désire donner à la formation valaisanne, de la 1H au tertiaire.

Et pour mieux connaître le conseiller d'Etat, nous l'avons invité à se replonger dans son passé d'élève (cf. encadré p. 39).

A votre arrivée à la tête du DEF, quelles ont été vos premières impressions en lien avec le monde de l'école?

J'ai découvert un domaine encore plus passionnant que je ne l'imaginai. Si la plupart des politiciens délaissent à tort ce secteur,

pour ma part j'ai toujours pensé qu'il y avait deux moteurs dans un pays ou une région, à savoir l'économie et la formation. Fort heureusement je sens que l'équipe gouvernementale actuelle a envie de faire de la formation valaisanne une priorité pour qu'elle reste performante au niveau national et international.

L'univers de la formation vous a-t-il surpris?

Non, car j'y ai passé un certain nombre d'années en tant qu'élève puis en tant qu'étudiant et de plus une partie de ma famille proche est impliquée dans le domaine. Ce que je n'avais par contre pas réalisé, c'est l'augmentation du nombre de filières de formation post-obligatoires ces dernières années.

Au-delà du nom du département mêlant économie et formation, des synergies seront-elles créées entre ces deux domaines?

C'est précisément pour cela que j'ai voulu réunir économie et formation dans un seul département. Ce mariage, unique en Suisse, est certes un pari sur l'avenir, toutefois je suis persuadé qu'il sera gagnant. Ce sont des mondes différents qui doivent apprendre à mieux se connaître et à se parler. Assez spontanément, des synergies commencent déjà à se créer. Avec ces prochaines années un nombre important de départs à la retraite sur les sites industriels du canton et le projet d'investissement massif de la Lonza à Viège, ce dialogue s'avérera essentiel, car il s'agit d'offrir davantage de perspectives professionnelles à la jeunesse de l'ensemble du Valais,

tout en attirant d'éminents spécialistes venus d'autres cantons ou de l'étranger.

Dans vos priorités, la formation ne risque-t-elle pas de passer après l'économie?

A mes yeux, la formation n'est pas soumise à l'économie, cependant vous n'aurez jamais une économie prospère qui fonctionne sans une formation de très haut niveau. Du fait que chaque emploi en Valais est précieux, cette proximité visant à intensifier la collaboration entre les deux univers est perçue plutôt positivement.

En suivant vos interventions dans les médias, j'ai relevé que vous vouliez mettre un accent linguistique à la formation, via les échanges. Quelle impulsion souhaitez-vous donner?

Dans un monde globalisé et aussi ouvert que le nôtre, les langues ont de plus en plus d'importance. Nous avons la chance d'être dans un canton bilingue et, même si le Valais est le meilleur du classement national pour les échanges linguistiques, nous pourrions en faire davantage encore, sachant que l'immersion est la meilleure façon d'apprendre une langue. Si j'estime qu'il faut mettre la priorité sur les langues nationales, il s'agit de ne pas pour autant négliger l'apprentissage de l'anglais dans un canton qui mise sur l'innovation.

A plusieurs reprises, vous avez également mis en avant l'importance des nouvelles technologies dans l'enseignement, via les MITIC et le Centre ICT-VS. Quels sont les changements à insuffler?

Pour ce qui est des MITIC, nous allons dans la bonne direction avec le centre ICT-VS, même si je suis étonné de voir qu'il n'y a pas encore une conception claire de leur intégration dans l'enseignement, alors que la révolution technologique s'accélère. En plus de l'utilisation des MITIC dans toutes les branches et d'un temps dédié à la prévention, car ce monde extraordinaire recèle des dangers, il s'agit encore de prendre en compte le langage de la programmation pour comprendre les technologies utilisées. Concernant ce dernier aspect, il y a des réflexions intéressantes dans le cadre du Lehrplan 21, mais assez peu de choses dans le Plan d'études romand, donc nous devons ajouter une coloration cantonale. Le Valais a été pionnier en ouvrant l'école d'informatique de Sierre il y a plus de 30 ans et nous avons d'importantes équipes de développement technologique, et aujourd'hui nous ne devons pas rater le virage digital qui est en train de bouleverser de nombreux secteurs. Il nous faut éveiller la curiosité des enfants et des adolescents pour ces domaines et développer les dimensions d'innovation et d'entrepreneuriat.

«Je veux surtout une école du dialogue et de la confiance, afin que nous puissions travailler ensemble.»

Avez-vous défini d'autres axes prioritaires pour la scolarité obligatoire? Je n'envisage pas de grandes réformes, mais des améliorations ou des ajustements du système, d'entente avec toute la chaîne de l'école, à savoir les services de la formation, les inspecteurs, les directions, les associations et les enseignants. Je veux surtout une école du dialogue et de la confiance, afin que nous puissions travailler ensemble. Il y a eu passablement de changements dans l'école ces dernières années, avec notamment le Plan d'études romand, de nouveaux moyens d'enseignement et des changements législatifs

à l'école primaire et au cycle d'orientation, aussi elle a besoin d'une période de consolidation. L'école a en outre traversé et traverse encore des périodes d'économies douloureuses, et certaines mesures, comme la suppression des études dirigées ou l'abandon du dédoublement de cours en langue 2, ont vraisemblablement eu des conséquences négatives sur les apprentissages, dès lors je me réserve le droit de revenir sur certains choix. Par ailleurs, nous avons aujourd'hui 220 jeunes entre 18 et 24 ans qui sont à l'aide sociale et ce serait un projet extraordinaire que de voir ce nombre diminuer, et comme la course de la réussite se gagne dans les premières années de scolarisation, il faut se focaliser sur cette première transition entre la famille et l'école. J'entends les appels de détresse des enseignants des premiers degrés de la scolarité qui doivent faire face à une plus grande hétérogénéité des classes, à un nombre croissant d'élèves allophones, à de nombreux élèves ayant des difficultés comportementales ou présentant des troubles spécifiques que l'on détecte souvent trop tard. Il y a une réflexion à mener et cela

en coûtera probablement quelque chose, cependant un certain nombre de points sont à revoir, dont les horaires scolaires pour être davantage en cohérence avec la vie professionnelle des parents.

Y a-t-il des évolutions spécifiques au Haut-Valais?

Le Lehrplan 21, qui devra servir de boussole, sera introduit l'année prochaine. En Suisse alémanique, il n'est pas de tradition d'avoir un plan d'études commun comme c'est le cas en Suisse romande, aussi ce changement est d'importance sans être un bouleversement.

Et au secondaire II, quelles sont les principales évolutions envisagées?

Parmi les grands projets, il y a celui d'un nouveau collège à Sion, puisque l'ECCG-EPP est dans des bâtiments que la Ville souhaite récupérer. Celle-ci pourrait être déplacée dans l'actuel collège de la Planta rénové et l'on pourrait construire un nouveau collège dans la zone de l'Ancien Stand, non loin du Lycée-Collège des Creusets, qui atteint ses limites d'accueil, et de l'Ecole professionnelle, ce qui permettrait là encore de créer des synergies intéressantes. Dans ce nouveau collège, je rêverais d'y implanter une cantine très attractive, dans laquelle seraient impliqués des paysans, des restaurateurs, des apprentis cuisiniers, des personnes en situation de handicap pour le service, etc. En pensant autrement, nous arriverons assurément à faire des choses exceptionnelles.

Avec ce projet de nouveau collège envisagez-vous une proportion plus grande de collégiens?

Non, le besoin de locaux plus spacieux est simplement lié à l'évolution de la population. Un taux de maturistes entre 17 et 20%, ce qui correspond à celui de ces dernières années, est pleinement satisfaisant, car en Valais la formation professionnelle doit rester le cœur du secondaire II. Aujourd'hui, avec les maturités professionnelles et les passerelles, dont la passerelle Dubs à Brig et à St-Maurice, où une classe supplémentaire a été ouverte, notre système de formation offre les possibilités nécessaires pour changer d'orientation.

Au niveau du paysage des hautes écoles valaisannes, quelles sont les évolutions prévues?

Avec la plus importante antenne de l'EPFL hors Lausanne et la HES-SO, le campus Energypolis au sud de la gare de Sion constitue une chance unique pour le canton et le nouveau Conseil d'Etat va soutenir la deuxième phase du projet. Ensuite il y aura le pôle santé qui se développera sur le site de l'Hôpital de Sion et de la SUVA,

de façon à créer aussi de l'émulation autour de ce domaine. Quant à l'Institut universitaire Kurt Bösch, repris par l'Université de Lausanne et l'Université de Genève, il se développe, tout comme les autres instituts universitaires, dont tout particulièrement l'IDIAP à Martigny.

Vous voulez tout de même redessiner quelque peu ce paysage, puisque vous avez récemment évoqué la possible création d'une filière universitaire...

En effet, ce serait une réponse offensive à la révision de l'Accord intercantonal universitaire qui veut nous faire payer le prix fort. Nous dépensons plusieurs dizaines de millions pour nos étudiants hors canton et l'augmentation envisagée est salée, du coup nous aurions peut-être intérêt à nous positionner en fonction de nos compétences spécifiques sur l'une ou l'autre niche pour devenir un canton universitaire, avec quelques filières comme au Tessin ou à Lucerne.

Récemment, la Société suisse des professeurs de l'enseignement secondaire (SSPES) a communiqué à propos de son inquiétude suite à deux études menées sur les conditions de travail des enseignants des gymnases et des écoles de culture générale et le Syndicat des enseignants romands (SER) a mis en avant, également suite à une vaste étude, un taux élevé d'enseignants menacés par le burn-out. Comment réagissez-vous face à ces constats alarmants? Les directeurs de l'instruction publique de Suisse romande et du Tessin ont été invités à faire de l'état de santé des enseignants une de leurs priorités et pour ma part j'y suis totalement favorable. L'enseignant est un peu le sismographe de la société et il ne fait aucun doute que le métier s'est complexifié et est devenu plus difficile. Dans notre canton, nous avons toujours des directions d'école, des inspecteurs, des conseillers pédagogiques ainsi qu'une personne assurant la consultation sociale qui sont là pour aider

les enseignants, mais il est essentiel de voir quelles améliorations nous pouvons apporter au niveau des conditions de travail. La reconnaissance professionnelle, la confiance des parents et l'implication des politiques en faveur de l'école sont directement corrélées au nombre de burn-out, donc nous devons également œuvrer à ces niveaux.

Via Résonances, quel message souhaitez-vous adresser aux enseignantes et aux enseignants en ce début d'année scolaire?

J'aimerais leur dire l'importance de leur métier et que nous avons besoin de leur implication pour que l'Ecole valaisanne continue à être l'une des meilleures. L'écrasante majorité des enseignants sont engagés et motivés, avec l'envie de bien faire. Si l'on n'a pas confiance dans le professionnalisme des enseignants, si on ne leur accorde pas une certaine autonomie et si on les étouffe avec

les tâches administratives, nous aurons une qualité de l'école qui va baisser. Ils ne doivent pas être paralysés, même par les programmes, car l'acte d'enseigner est totalement créatif et suppose une certaine liberté, avec évidemment des objectifs pédagogiques, mais que chacun peut atteindre selon son style d'enseignement.

Propos recueillis par Nadia Revaz

Conférence de presse pour la rentrée scolaire 2017-2018

Vous trouverez les documents de la conférence de presse du 14 août 2017 sur www.vs.ch > Communication et médias

Christophe Darbellay (à gauche sur la photo), avec son frère François

L'élève Christophe Darbellay

Quel genre d'élève étiez-vous?

J'avais de la facilité, mais j'étais un élève distrait et je ne fatiguais pas mes livres. Je me suis mis à travailler plus tard.

Quelle était votre matière préférée?

A l'école primaire, tout ce qui touchait à la géographie et aux sciences m'enthousiasmait. Au collège, j'ai beaucoup aimé l'économie politique.

Y avait-il une matière que vous détestiez?

Les AC&M, car j'ai une motricité fine un peu défaillante, ce qui a beaucoup inquiété à l'époque ma maîtresse d'école enfantine Thérèse Fragnière.

Quel est votre meilleur souvenir scolaire?

J'en ai tellement. Mes souvenirs les plus forts sont probablement ceux de la 1P (NDLR: 3H aujourd'hui),



avec Louis Berthouzoz qui était un enseignant extraordinaire dans tous les sens du terme. C'est avec passion qu'il nous racontait des histoires et il nous emmenait régulièrement en forêt ou à la rencontre de paysans, d'artisans, etc.

A 15 ans, dans quel métier vous projetiez-vous?

Je rêvais d'être vétérinaire, avec l'envie de m'occuper surtout des vaches. J'ai ensuite hésité avec la médecine et finalement j'ai étudié l'agronomie au Poly à Zurich.